



HAL
open science

Pays Basque 2010 : synthèse des scénarios d'évolution du Pays Basque français

- Délégation Interministérielle À L'Aménagement Du Territoire Et À
L'Attractivité Régionale

► **To cite this version:**

- Délégation Interministérielle À L'Aménagement Du Territoire Et À L'Attractivité Régionale. Pays Basque 2010 : synthèse des scénarios d'évolution du Pays Basque français. [Rapport de recherche] Centre national de l'entrepreneuriat(CNE); Délégation Interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (DATAR). 1994, 15 p. hal-02186127

HAL Id: hal-02186127

<https://hal-lara.archives-ouvertes.fr/hal-02186127>

Submitted on 17 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

E 2405

PAYS BASQUE 2010

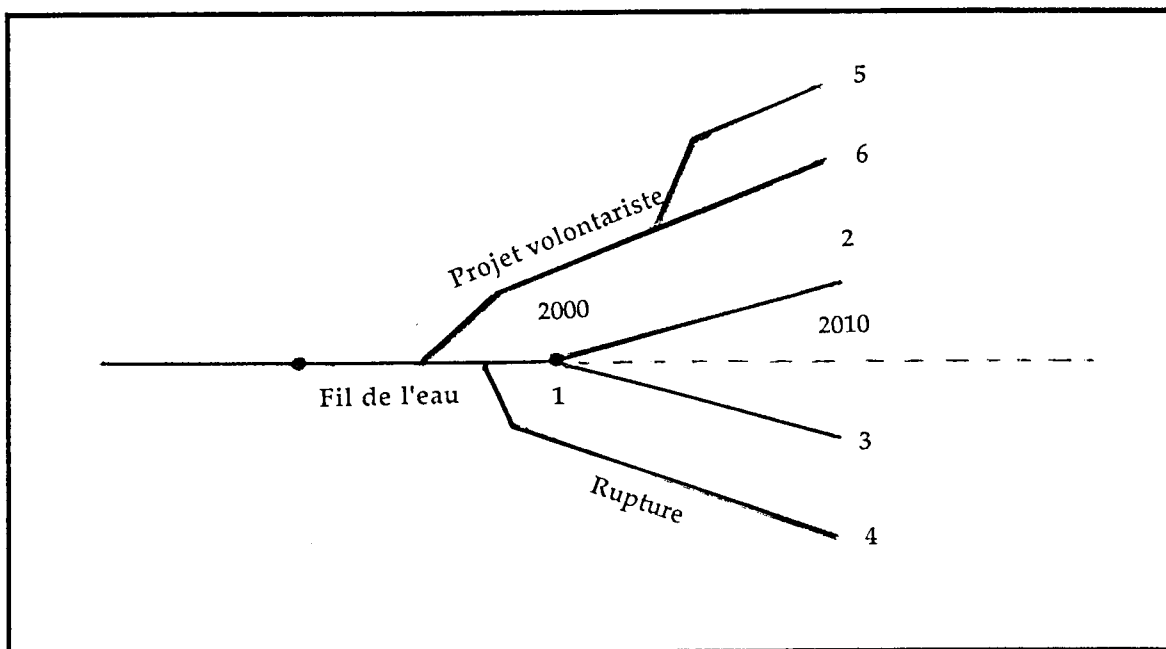
DATAR

SYNTHÈSE DES SCÉNARIOS D'ÉVOLUTION
DU PAYS BASQUE FRANÇAIS

PLAN

Représentation graphique des scénarios.....	(p. 3)
Tableau de synthèse des scénarios.....	(p. 4)
Scénario 1 : Tendanciel.....	(p. 5)
Scénario 2 : Crispation.....	(p. 7)
Scénario 3 : Extension urbaine et indifférence généralisée.....	(p. 9)
Scénario 4 : Redéploiement des espaces ruraux.....	(p. 11)
Scénario 5 : Gestion globale du territoire.....	(p. 13)
Scénario 6 : Eurorégion.....	(p. 15)

Représentation graphique des scénarios



Scénario 1 : Tendanciel

Scénario 2 : Laisser-faire

Scénario 3 : Indifférence généralisée

Scénario 4 : Redéploiement rural

Scénario 5 : Développement intégré

Scénario 6 : Eurorégion

Tableau morphologique des scénarios d'évolution

	SCENARIO 1 <i>Tendanciel</i>	SCENARIO 2 <i>Crispation</i>	SCENARIO 3 <i>Extension urbaine</i>	SCENARIO 4 <i>Redéploiement rural</i>	SCENARIO 5 <i>Développement Intégré</i>	SCENARIO 6 <i>Eurorégion</i>
CONTEXTE ECONOMIQUE	Incertitude économique	Crise éco durable	Situation plus Favorable	Changement social	Croissance économique	Forte croissance éco.
AGGLOMERATION BAB	Densification de l'habitat	Extension tâche d'huile	Fonctionnalisation/Espace	Influence décroissante	Maîtrisée/planifiée	Extension=> San Sebast.
PRESSION FONCIERE	Labourd/Sud des Landes	Forte sur la côte	Agglomération	Répartie/intérieur	Sur le périurbain	Sur la côte
COTE BASQUE	Forte immigration	Concentre toute la pop.	Sous l'emprise urbaine	Rééquilibrage/Intérieur	PLH/logements sociaux	Conurbation Bayonne/San S.
ARRIERE PAYS COTIER	Devt pavillonnaire lâche	Mitage pavillonnaire	Zone d'ortoir	Devt en réseau de B.C.	Plus de logts sociaux	Implantation indus.
COTEAUX ET MONTAGNE	Désertification	Abandonnés	Fort regain d'intérêt	Aide/préservation Act.	Devt d'infrastructures	Statu quo
ENVIRONNEMENT	Non maîtrisé	Actions ponctuelles	Maîtrisé	Maîtrisé/subventions	Budgets renforcés	Gestion partagée
DEMOGRAPHIE	Vieillessement et Immi.	90% de la pop/ la côte	Immigration / urbain	Immi. vers le rural	Equilibrée	Forte immigration
ECONOMIE	Fragilisée / Industrie	Dans l'impasse	Tertiariation croissante	Retour vers l'agro-al.	Politique/tourisme	Industrielle
AGRICULTURE	Oppo. traditions/indus.	Abandon du familial	Dynamique	Relancee/aides directes	Pluri-activité	Modernisation
TOURISME	Baisse de fréquentation	Crise majeure	Activités sans cohérence	"tour.Vert" prépondérant	Regroupement/acteurs	Espagnol et Européen
INDUSTRIE	Concentrée / la côte	Peu ou plus d'industrie	Peu présente-85% tertiaire	Plutôt/artisanat	statu quo	Internationalisation
ENSEIGNEMENT SUP.	Peu reconnu (si IDLS)	Statu quo	Inadéquat. Emploi/ormation	Sans grande cohérence	Apprentissage/tourisme	Univ. et Inst. Polytech.
SENTIMENT D'APPART.	Indifférence/motivation	Disparaissant	Disparaissant	Restauré	Renforcé et élargi	Elargi au PB Sud
TERRITOIRES DE PROX.	Difficultés culturelles	Repli	Sud des Landes/Béarn	Béarn	Béarn/Sud des Landes	Espagne

Ce scénario traduit les tendances lourdes constatées ou prévisibles pour le Pays Basque français. Il se place à la fois dans un contexte global d'incertitude économique et de débat en matière d'aménagement du territoire.

La densification de l'agglomération bayonnaise est maîtrisée mais son extension vers l'intérieur demeure non concertée

L'extension de l'agglomération bayonnaise s'effectue dans le cadre d'une politique volontariste de densification de l'habitat. Les logements du centre historique sont réhabilités. L'organisation de l'intercommunalité est améliorée par la création d'un organisme spécifique étendant les pouvoirs du district devenant prestataire de service des communes proches. L'extension du réseau de transport est devenu un des éléments clefs de la dynamique de l'agglomération. Bayonne demeure un site urbain multiforme sans réelle dimension "capitale". L'intercommunalité est absente : la qualité des eaux dans l'intérieur et sur la côte s'est fortement dégradée car les contrats de rivière n'ont pu être supportés financièrement par les communes. La coordination des actions de gestion de l'environnement demeure incertaine et irrégulière.

Malgré tous les efforts déployés, l'offre de logement sur la côte demeure insuffisante. Le taux de rotation des logements est faible en raison d'une trop forte pression foncière (elle entraîne une importante spéculation locative saisonnière). Le développement urbain s'effectue le long des voies de communications, les actifs recherchant des accès rapides aux bassins d'emploi et des prix raisonnables du foncier. Quatre vingts pour cent de la population reste concentrée sur la côte et le sud des Landes. Le solde naturel est négatif, la population vieillit. Les migrants seule véritable source de renouvellement se concentrent sur la côte. Leur apport ne parvient cependant pas à augmenter la taille de la population active.

Dans ce cadre, l'extension de l'urbanisation s'effectue vers le Nord et l'est et entraîne une profonde désorganisation foncière du territoire.

La pression foncière se reporte sur le Sud des Landes et le Labourd intérieur

La population est poussée vers l'intérieur à la recherche de logement. Une forte tension sur les zones périurbaines se fait ressentir. On constate parallèlement la hausse des logements vacants en milieu rural (les logements se recentrant autour des bourgs centres).

L'extension de l'urbanisation se poursuit également sur le sud des Landes. Le mode de développement privilégié demeure le pavillonnaire lâche. Ce phénomène entraîne une hausse des déplacements domicile-travail. Il est renforcé par une concentration des services administratifs et des services marchands sur la côte. Les communes de l'arrière pays côtier misent désormais sur l'habitat permanent.

Les montagnes se désertifient

Le dépeuplement des cantons de montagne s'accroît et provoque une différenciation plus importante des espaces ruraux traditionnels se traduisant par trois types d'espace :

- une zone de banlieue immédiate;
- une zone périurbaine;
- la structuration des campagnes autour des derniers bourgs-centres;

L'espace rural non cultivé est de plus en plus laissé à l'abandon.

L'ensemble des activités est fragilisé

De façon globale, l'économie est fragilisée, les secteurs industriels de la côte et du sud des Landes sont menacés. Déjà, les bassins d'activité d'Hasparren et de Mauléon ont disparu. On parle très rapidement de désert intellectuel au Pays Basque. L'emploi industriel régresse et le chômage progresse plus vite que la moyenne nationale.

L'agriculture se tourne vers l'activité ovine qui apparaît déterminante dans le maintien des populations dans l'intérieur. Elle s'inscrit au sein d'un système à deux vitesses : les petites structures survivent grâce aux subventions; les plus importantes s'organisent autour de filières de production et demeurent plus rentables. Approches territoriales et industrielles se complètent au Pays Basque.

La réduction des durées de séjour dans la région est une tendance lourde, elle entraîne une crise importante des hôtels de gamme moyenne et des produits hôteliers classiques en général. Elle se traduit également par la complexification de la gestion des réservations et la nécessité de créer des couplages intelligents entre opérateurs. La dichotomie côte/intérieur est de moins en moins pertinente.

L'économie des secteurs industriels est très fragilisée . Les rares P.M.I. innovantes n'ont pu trouver de base industrielle locale suffisante pour asseoir leur développement. En effet, les acteurs locaux prennent peu de risques et leurs investissements restent limités. Le peu d'activité industrielle persistant demeure sur la côte.

L'université de Bayonne n'a pas su se détacher de ses tutelles de Pau et Tarbes. Même si le maintien des premiers cycles sur Bayonne est effectif (principalement en raison de l'insuffisance de locaux à Pau) la ville n'est pas pour autant devenue "ville universitaire". Seul l'IDLS (Institut du Logiciel) est reconnu ; il complète ses compétences par le développement d'un pôle de recherche. L'éventail des formations offertes par le Pays Basque reste très limité.

Le prolongement des tendances constatées dans le domaine de l'action culturelle conduit à un double découplage : côte/intérieur et culture d'expression basque/non basque. La pratique de la langue se dégrade rapidement en raison de la précarité des moyens accordés à l'action culturelle basque. Indifférence et motivation à l'égard de la "basquitude" coexistent.

Malgré le développement rapide des échanges transfrontaliers, l'émergence d'un bassin d'activité transfrontalier se trouve retardée par d'importants obstacles culturels. En revanche, les échanges avec le Béarn se sont intensifiés sous l'effet de la répartition de la population selon l'axe Bayonne-Pau.

Le système basque est instable : les relations entre les hommes, leurs volontés, leurs cultures et les espaces appropriés semblent remises en cause par manque de coordination et de cohésion. La cohérence du territoire est en question.

Le contexte général est celui d'une crise socio-économique durable. L'État réserve ses moyens aux exclus et aux régions les plus pauvres, et concentre ses interventions sur les domaines essentiels du logement, de la santé et de l'école. Les aides personnalisées sont privilégiées aux politiques structurelles de développement social et économique.

L'évolution des divisions entre acteurs locaux, renforcée par un manque de vision globale, tend vers un découplage des espaces du Pays Basque et un renforcement des disparités.

L'agglomération bayonnaise fait cavalier seul et devient la source de profonds déséquilibres dans l'intérieur.

La revitalisation du centre ville de Bayonne n'a pu s'effectuer faute de moyens et l'hémorragie de sa population continue. Bayonne perd toute dynamique urbaine et des phénomènes de marginalisation s'y développent dégradant fortement le cadre de vie en créant de profonds déséquilibres. L'influence du district du (BAB) se limite désormais à la seule gestion d'un réseau de transport en commun.

L'extension de l'agglomération s'est effectuée en tache d'huile entraînant une aggravation du phénomène de mitage, qui porte une atteinte sévère aux milieux naturels. L'intercommunalité par manque de coordination n'a pu amortir l'attraction de la côte. En 2010, 90% de la population basque est agglutinée sur la côte et son immédiat arrière pays.

La maîtrise du foncier s'est profondément dégradée. L'absence de volonté collective et de moyens financiers de la part des communes du proche intérieur a très fortement limité leurs interventions dans les domaines de gestion de l'environnement (politique d'assainissement de l'eau en particulier) et du foncier. Elles abandonnent la production de logements collectifs, ce qui accroît le déficit en logement de la côte. La tentation est forte pour les communes endettées d'accepter la construction de grands projets immobiliers touristiques relancés par une explosion de ce secteur. L'accession sociale à la propriété est fortement remise en cause et se traduit par des tensions importantes parmi les ménages d'actifs locaux.

L'absence de plan social et de vision globale renforce les clivages d'une société à deux vitesses.

L'arrière pays côtier se morcelle

Les logements se reportent sur le Labourd intérieur et surtout sur l'immédiat arrière pays côtier. Le mitage s'accroît, des zones sensibles aux inondations, bien que connues, ne sont pas respectées. Parallèlement, la pression immobilière sur la côte s'accroît et la situation du Pays Basque est de plus en plus contrastée. Les infrastructures réalisées dans les années 70 et 80 ont renforcé la concentration des services et des emplois sur la côte et multiplié le trafic intérieur/côte. L'été, les difficultés de circulation pénalisent fortement le tourisme du proche intérieur.

Dénonçant les clivages emplois/habitat, les élus du proche intérieur réagissent en faveur d'un meilleur équilibre des activités, les tensions se multiplient. Beaucoup d'élus tentent de profiter de la situation et une logique de négociation-marchandage s'engage entre les communes de l'intérieur et de la côte autour des problèmes d'assainissements des eaux et de gestion des déchets. Des accords entre communes parfois très éloignées se nouent. Les crispations et frustrations associées à cette démarche sont profondes et durables.

Face à ce manque total de coordination des actions en faveur de l'environnement et la multiplication des actes isolés, la qualité des eaux de baignades s'est fortement dégradée et la fréquentation touristique chute. Les activités touristiques de la côte entrent dans une crise majeure et seuls quelques opérateurs survivent.

Devant le manque de coordination des acteurs du tourisme au Pays Basque, les initiatives structurées de l'extérieur ont pris du poids auprès des élus et plusieurs projets de grande envergure se sont concrétisés sur le sud des Landes. L'image du tourisme au Pays Basque change, s'internationalise (par le renfort de vols charters, et le cabotage aérien), et semble échapper aux acteurs locaux.

La Zone montagne est laissée à l'abandon

La situation des zones montagne est désastreuse. L'absence de moyens publics pour soutenir les activités en est la principale cause. Brutalement, écoles, réseaux routiers, équipements sanitaires et de loisir sont laissés à l'abandon dans certaines communes. Les gros bourgs sont empêtrés dans des projets illusoires ou des opérations de la dernière chance. La concurrence s'établit entre acteurs de l'intérieur et l'absence de vision partagée conduit à l'impossibilité pour les communes de faire face seules à l'entretien de certaines voies communales et aux dégradations. Il n'existe pratiquement plus de transports collectifs en zone rurale.

Les projets de reprise de l'activité agricole sont abandonnés, la multiplication des friches se généralise. Le développement de la logique de filière met à mal le maintien des exploitations agricoles. La baisse tendancielle des prix du lait de brebis impose des rendements toujours plus importants, donc le regroupement des éleveurs dans les plaines autour d'ateliers plus accessibles. Les estives sont progressivement abandonnées. La population de montagne chute et les déséquilibres infraterritoriaux s'accroissent.

Les activités sont dans l'impasse

L'industrie n'existe pratiquement plus et les voies de développement apparaissent durablement fermées pour le Pays Basque, les acteurs économiques et politiques entrant en concurrence sévère sur les moindres marchés ou offres de financement. La crispation est généralisée, les communes du Pays Basque n'ont pas su trouver les voies du développement concerté.

Il n'y a pas de politique de communication touristique intégrée avec la côte, le "tourisme vert" ne décolle pas et n'intéresse que les locaux.

Dans ce contexte de crise, le repli est généralisé. Il se traduit par un recentrage des communes sur elles-mêmes, l'abandon de toute vision d'ensemble entraînant la disparition des échanges transfrontaliers.

La tendance est au statu quo en matière d'aménagement du territoire. Les équipements et interventions publics s'ajustent au plus près délaissant les zones à la relance trop coûteuse. Les disparités économiques se renforçant la logique individualiste prévaut. Les frontières mentales se multiplient et les conflits se généralisent. A l'horizon 2010, le Pays Basque est exsangue de ses activités, de ses jeunes, de sa culture et de ses paysages.

La situation économique est plus favorable. Après une crise économique, morale et sociale profonde, la famille est au cœur des relations sociales. Dans une société sans volonté, les sentiments d'appartenance disparaissent, l'extension urbaine devient lâche et s'oriente vers une très forte fonctionnalisation des espaces. Par ailleurs, le Pays Basque subit une immigration massive qui entraîne en l'absence de politique d'aménagement du territoire une perte de ses spécificités.

L'extension urbaine entraîne une fonctionnalisation et une banalisation des espaces

L'aménagement de la côte basque, de l'arrière côte et du sud des Landes s'est finalement articulé autour d'un modèle séparant habitat, activités, loisirs et services. Vu de l'extérieur, le territoire ressemble à une ville extrêmement diffuse avec son centre et sa congestion, sa banlieue pavillonnaire, ses banlieues défavorisées, ses zones dortoirs. L'extension urbaine touche le Labourd et le sud des Landes suivant un modèle pavillonnaire à l'américaine. Les villages de la périphérie bayonnaise perdent très vite tout équilibre socio-économique et deviennent les supports des zones commerciales et d'activités de la zone périurbaine. Le Pays Basque est sous l'entière domination du monde urbain et perd ses derniers restes d'autonomie culturelle. L'image Pays Basque est sacrifiée. Les résidents n'ont plus d'appartenance particulière.

L'intercommunalité se développe essentiellement entre les communes de la périphérie ne pouvant faire autrement en raison de leur proximité. Les investissements réalisés sont ponctuels et tendent à renforcer une certaine qualité de vie (équipements sociaux, collèges, équipements sportifs) plutôt que de rechercher la création d'activités nouvelles.

La chute des prix du foncier dans des zones rurales en déclin, attire des populations extérieures à la recherche de résidences secondaires. L'activité se divise dès lors en deux branches : un secteur agricole dynamique et un secteur non agricole tourné vers le tourisme. Après une période de dépeuplement des zones rurales, une certaine stabilisation démographique se produit à l'horizon 2005. Une politique de développement à partir des derniers bourgs-centres de l'intérieur (Saint-Jean-Pied-de-Port de Port, Mauléon) est mise en place autour des nouveaux modes d'organisation de la vie sociale (liée à la diminution du temps de travail, et l'augmentation des loisirs).

Tertiarisation et dualisation de l'activité

L'organisation des entreprises évolue dans le sens d'une flexibilité accrue, associée à une forte mobilité des personnes. Les activités de services se créent et disparaissent à un rythme très élevé; l'emploi repose à 85% sur le tertiaire. Les activités se dispersent sur la périphérie au hasard des croisements des autoroutes et de l'A64.

L'activité touristique devient essentielle pour la survie du Pays Basque mais tous les projets sont accueillis sans grande cohérence pour les différents espaces.

En ce début de XXI^{ème} siècle, l'inadéquation de l'enseignement au marché du travail est nationale. Cette situation est encore plus contrastée au Pays Basque où l'adéquation emploi-formation est quasi inexistante, où seul comptent les groupes sociaux (réseaux) et l'apprentissage pour trouver un emploi.

Trois groupes sociaux cohabitent :

- Une population de classes moyennes et supérieures associées à la dynamique de l'agglomération bayonnaise dont le principal souci est la préservation de son environnement proche et non la volonté de préservation de l'ensemble des espaces du Pays Basque;

- Une population en difficulté au sein de l'agglomération, marginalisée, composée d'exclus de la crise des années 1990;

- Certaines populations de zone montagne parviennent à trouver des créneaux leur permettant de vivre autour de productions artisanales de haut de gamme.

La langue basque n'est plus connue, ni reconnue, les sentiments d'appartenance se sont progressivement dissous sous les effets de l'indifférenciation prononcée des espaces.

Les échanges frontaliers de toute nature se sont heurtés à de multiples obstacles creusés par une aggravation des difficultés de communication (langue), et un écartement culturel de plus en plus marqué. De plus, l'émergence d'un bassin transfrontalier d'activité s'est retrouvée confrontée à l'absence de support physique mais surtout de sentiment partagé.

En revanche, les échanges avec le sud des Landes sont plus intenses (le modèle pavillonnaire contribuant à l'indifférenciation des espaces), et les relations avec le Béarn se multiplient (structurées principalement par la liaison autoroutière qui renforce l'utilisation d'équipements partagés).

Le quotidien de ce scénario du laisser-faire n'est pas nécessairement mal vécu par la population. Le Pays Basque reste attractif, et les infrastructures d'envergure s'y développent. Cependant, le mariage de l'homme basque, de son histoire, et du territoire a laissé la place à une indifférence générale.

La société a appris à vivre autrement, à se reproduire avec moins d'argent et plus de temps libre. Les zones agglomérées se sont déstructurées très tôt en raison de l'insécurité et de la société duale qui s'y créait. L'espace rural apparaît de plus en plus en 2010 comme un point de départ nouveau, associant activité économique et qualité de vie. L'État incite les jeunes à s'installer en zones rurales et multiplie les aides pour la relance des activités (statut d'agriculteur pluri-actif, rémunération des travaux d'utilité collective...).

L'armature urbaine de la côte se fragilise

Les trois villes du BAB n'exercent pas le rôle fonctionnel qui leur revient à l'échelle du Pays Basque. Elles se sont repliées sur elles-mêmes en refusant toute politique globale d'aménagement. La règle est celle de la compétition généralisée.

Le tutorat des villes côtières sur les communes proches de l'intérieur s'est ainsi globalement réduit. Aussi, les bourgs de l'arrière pays côtier et du Labourd intérieur ont-ils pris des initiatives et se sont organisés en réseau. La mise en place d'une structure intercommunale pour accueillir, et porter des projets proposés pour le tourisme, l'aménagement des espaces ou l'innovation a constitué le point de départ de cette restructuration. La complémentarité des bourgs-centres a permis de mettre en oeuvre une communication globale et d'encourager la localisation des activités.

Les élus du Labourd intérieur ont mis en oeuvre un modèle de développement misant sur la complémentarité des mondes urbains et ruraux, basé sur un réseau de villages situé entre la côte et le Pays Basque intérieur. Cette structuration de l'espace a permis de freiner le dépeuplement de la Basse-Navarre et de la Soule en leur offrant des services plus proches. Cela s'est traduit par une croissance démographique sur cette zone plus forte que dans le reste du pays.

L'intérieur retrouve un second souffle

L'amélioration d'infrastructures routières nouvelles associée à la réalisation de parcs de logements nouveaux dans l'intérieur a entraîné l'afflux important de populations actives: cadres de la côte, retour d'actifs, retraités...

L'hétérogénéité de la population qui en résulte est vécue comme une richesse dont émerge de nouvelles identités collectives et de nouveaux positionnements professionnels (secteur sanitaire et social, activités culturelles et de loisir, protection de l'environnement...). Le milieu rural évolue et s'ouvre à de nouvelles fonctions. La constitution de groupements d'employeurs comprenant les collectivités locales est facilitée par de nouvelles dispositions fiscales.

Le dynamisme associatif autorise une vie culturelle dense. Une bonne partie du travail social est réalisé par des associations bénéficiant elles aussi d'une fiscalité révisée.

Les acteurs économiques ne prennent pas en compte uniquement les évolutions du marché pour maintenir les activités agricoles sur ces zones, ils intègrent également et avec l'aide des collectivités locales, une volonté de développement et d'aménagement du territoire.

Ainsi, pour l'agriculture, la logique de filière n'est plus prépondérante, et intègre dans ses schémas économiques des considérations d'aménagement (aides directes à la personne).

Le débat sur les transferts et les flux financiers inter-zones est abordé. Outre les aides directes, la pluri-activité constitue la source de revenus la plus importante pour les agriculteurs de la zone montagne. Les fermes-auberges situées près des sites touristiques constituent souvent de véritables portes d'entrée au Pays Basque intérieur (point d'étape et d'information). De véritables "stations-campagne" regroupant hébergement, accueil, et animations, sont créées.

Les bergers sont également motivés par des incitations à l'entretien des estives rémunérées. Ils trouvent également dans cette pratique de nouveaux débouchés auprès des industries laitières.

Le secteur industriel, tout comme celui du bâtiment est essentiellement représenté par les entreprises artisanales.

D'autre part, des néo-ruraux exploitent les possibilités de complémentarités villes-campagnes en développant un artisanat local de haute qualité. Ce mouvement génère une forte demande de distribution de produits de base mais surtout une demande de services nouveaux dans l'intérieur. Les évolutions des systèmes de télécommunications ont parallèlement permis de réduire la dépendance du monde rural vis-a-vis du centre aggloméré pour bon nombre de ses activités.

En matière d'enseignement, les projets se multiplient sans cohérence dans une logique de compétition entre acteurs. Des alliances parfois surprenantes s'établissent entre entreprises, institutions locales et universités proches, pour l'organisation d'offre de formation sur des créneaux porteurs (certaines réussissent, en particulier les formations supérieures tournées vers les sciences et les techniques de communication).

La consolidation de filières associant trois cycles de formation demeure rare au Pays Basque.

Ce scénario n'est pas le plus vraisemblable, il est celui d'une renaissance du monde rural par la valorisation de la variété des espaces et des hommes les habitant. Il repose sur la capacité de l'Etat à aider les exploitants de l'intérieur dans un souci d'aménagement du territoire et de préservation des espaces.

Le contexte est celui d'une assez forte croissance économique où l'État dispose de moyens financiers spécifiques pour le développement et l'aménagement du Pays Basque.

Une politique volontariste est engagée promouvant le développement local par l'implantation de nombreuses entreprises de services et d'équipements de proximité. L'État inscrit son action dans le cadre de la solidarité au sein de Pays ou de bassins de vie. Cette action se traduit par un renouveau du couplage intérieur/côte, des politiques de bourgs-centres, de l'image du Pays Basque comme matière première de son développement.

L'évolution globale des espaces est privilégiée

Le sentiment d'identité territoriale plus fort qu'ailleurs prédisposait mieux le Pays Basque que tout autre territoire à cette politique. Les équipements structurants sont maintenus ou mis en commun. Certains pays opèrent même le choix du regroupement d'équipements dans des centres multi-services.

Les institutions départementales ont élaboré avec l'appui de populations locales un projet territorial collectif de développement allant au delà d'une simple dimension économique : utilisation des espaces, actions culturelles...

Ces réflexions ont permis la constitution de structures permanentes d'animation en matière d'emploi et de formation. La fonction de production du milieu rural est reconnue de tous et il apparaît important de la préserver.

Ce mouvement est accompagné par une politique d'aménagement à l'échelle du Pays Basque dont les principales orientations sont acceptées et sont proposées par le Conseil des élus et le Comité de développement qui lui est associé. Cette politique fait l'objet de contrats d'objectifs pluriannuels:

- amélioration des liaisons routières inter-cantonnales;
- répartition géographique des productions agricoles entre coteaux, vallées et montagnes;
- lutte contre l'uniformisation et l'extension de l'urbanisation en tâche d'huile par consolidation des centres de vie et délimitation d'une " ceinture verte intouchable";
- Choix d'implantation de zones d'activités réalisé au niveau intercommunal ou intercantonal.

Un nouveau SDAU se formalise et devient opposable aux POS. Il se réalise avant la fin de siècle.

Une urbanisation maîtrisée par la planification

L'avenir de la région dans un cadre européen passe par l'affirmation d'une capitale (à partir de Bayonne-Anglet-Biarritz) représentative de l'ensemble du Pays Basque. Le consensus s'oriente vers la nécessité d'une synergie de développement Côte/Intérieur (en terme d'accueil, de rayonnement, d'implantation d'entreprises). Tous les grands dossiers vis à vis des partenaires européens sont préparés, négociés de concert par une organisation collective représentative de l'agglomération capitale.

Le développement pavillonnaire anarchique est mieux maîtrisé grâce à des documents d'urbanismes mieux préparés et concertés : l'agglomération a entrepris son Plan Global d'Environnement.

Une mobilisation réelle et soutenue est engagée par les collectivités locales dans le domaine du foncier :

- Un Programme Local de l'Habitat de Bayonne est signé;

- Une première expérience s'effectue à Biarritz ou Saint-Jean-de-Luz avec la réalisation de logements sociaux en accession à la propriété où foncier et bâti sont dissociés (le foncier demeurant la propriété de la collectivité).

Saint-Pée-sur-Nivelle, Saint-Martin-de-Seignanx, Tarnos, Boucau, qui drainent une population active de plus en plus importante, se structurent. La réalisation de voies pénétrantes reporte la pression foncière et immobilière sur le Pays de Nive-Nivelle et celui des trois vallées (y compris dans le canton d'Hasparren).

La mobilisation autour de la qualité de vie, et du développement durable devient un des atouts essentiels du Pays Basque vis-à-vis du reste de l'Europe. Un observatoire de l'environnement est créé; les budgets en matière d'environnement sont multipliés par 10.

Une politique de préservation des espaces par les activités

La politique de développement met l'accent sur la nécessaire qualité des dessertes routières de l'intérieur, indispensable pour s'adapter à une pratique de plus en plus fréquente de courts séjours. On observe un report du tourisme de haute montagne vers la moyenne montagne. L'image préservée, enrichie du Pays Basque devient le ferment de son développement. Les investisseurs sont attirés par la création de zones d'activités dites "vertes" et bénéficient de conditions avantageuses pour leur implantation.

Face à ce développement d'activités nouvelles et les besoins en forces vives qu'elle suppose, les jeunes du Pays Basque sont mis à niveau par le développement de formations itinérantes. L'apprentissage est généralisé à la plupart des filières.

Sauvegarder l'activité agricole devient prépondérant : un statut d'exploitant rural pluri-actif est mis en place (il intègre dans la rémunération des chefs d'exploitation pluri-actifs l'entretien des espaces naturels). L'aide directe est progressivement remplacée par la rémunération d'activités d'intérêt collectif. Cette activité constitue désormais une part importante du revenu des agriculteurs. En parallèle, une politique de reboisement et un système de gestion maîtrisée de la production agricole sont mis en place. Ce système a pour but de maintenir la production sur des zones fragiles, la répartition et le maintien de l'élevage ovin jouant un rôle très important sur la répartition du peuplement basque.

Les opérateurs locaux du tourisme se sont rassemblés pour mieux se coordonner. La côte est devenue motrice dans le développement touristique de l'intérieur (information, rayonnement) et l'on perçoit désormais moins cette coupure entre la côte et l'intérieur. Les activités d'implantation s'effectuent en synergie, les promotions sont partagées.

Le tourisme devient un élément à part entière d'aménagement du territoire qui rapproche la côte de l'intérieur. La dimension culture et site devient prépondérante. Le sentiment d'appartenance à la culture basque est gratifiant. La diffusion culturelle se professionnalise sur une base intercommunale. Des échanges culturels basque/non-basques, Pays Basque Nord/Pays Basque Sud, côte/intérieur se structurent. Les domaines artistiques se décloisonnent. La perception de la frontière change et le territoire s'élargit.

Cependant, les échanges sociaux transfrontalier demeurent freinés par la frontière de la langue. Les marchés de proximité se consolident lentement. La création d'une zone d'activité à Hendaye ne parvient pas à masquer la faiblesse des investissements industriels réciproques. Les échanges économiques restent faibles et sont essentiellement côtier. Seule la coopération avec le sud des Landes la Chalosse et le Béarn s'est développée car elle était indispensable à la réussite de cette politique globale de développement durable.

Le développement économique, l'ouverture, l'innovation sont posés comme principes moteurs de l'évolution du Pays Basque français. Ce scénario décrit l'enchaînement des évolutions potentielles entre les variables "enjeux" (à la fois très dépendantes et très influantes de l'analyse structurelle). Il se positionne dans le cadre d'une démarche volontariste des acteurs locaux autour de ces facteurs.

Une croissance économique assez forte, la stabilité du Pays Basque espagnol et sa bonne reconversion économique, une volonté européenne de consolider l'eurorégion Aquitaine/Euskadi, semblent conditionner fortement la réalisation de ce scénario.

"Bayonne capitale"

Le district BAB, et plus spécialement Bayonne, joue son rôle de capitale économique du Pays Basque. Le leadership de cet élan nouveau est clairement assumé par le collectif des trois maires du BAB. Dans ce domaine, les avancées les plus importantes concernent la gestion et le développement de la conurbation Bayonne-San Sebastien. Une approche partagée de la gestion des infrastructures dans le cadre du plan "Bidassoa 93" s'est mise en place. La gestion commune des espaces naturels et du traitement de l'eau et des déchets est confortée.

Très tôt, les difficultés administratives propres à la construction de structures transfrontalières ont été réduites. La mise en place d'une structure inédite de coopération et de gestion urbaine transfrontalière liant une vingtaine de villes et de bourgs-centres de la côte basque est une réalité. Cet organisme a la volonté en matière d'aménagement de structurer l'espace urbain et de préserver les zones fragiles. L'image de la conurbation s'établit progressivement comme celle d'une ville européenne (création d'un centre culturel transfrontalier) et contribue d'ailleurs largement, au renouveau de l'Aquitaine.

L'émergence d'un véritable bassin d'activité transfrontalier

La prise de conscience au Pays Basque sud d'un certain retard en matière de services, et d'une nécessaire reconversion suscite un intérêt croissant pour les savoirs-faire et la proximité du Pays Basque français. Par ailleurs, ce dernier constitue pour bon nombre d'investisseurs français, une porte d'entrée en Espagne. Les investissements français et espagnols se multiplient de part et d'autre de la frontière.

Les obstacles culturels se réduisent, la barrière de la langue s'estompe par la volonté de développement de formations linguistiques continues en français et espagnol. L'utilisation de l'image "Pays Basque" pour la promotion économique est généralisée.

La pression immobilière se multiplie sur la côte, et les espagnols représentent près de 50% des touristes du Pays Basque français. Le Pays Basque français est de plus en plus considéré comme l'espace d'expansion du Pays Basque espagnol.

Internationalisation de l'ensemble des activités économiques

La mise en place d'une infrastructure combinant réseaux de transport et réseaux de télécommunications est un élément fondamental de cette politique d'ouverture et de revalorisation de l'implantation d'entreprises sur le Pays Basque.

Biarritz-Parme est reconnu comme aéroport transfrontalier. Les liaisons aériennes deviennent plus commodes et se diversifient. Les tarifs, fret et passagers sont revus à la baisse après l'ouverture à la concurrence.

Le port de Bayonne grâce aux travaux réalisés à son embouchure devient accessible à des navires de grandes capacités. Une large diversification des trafics s'ensuit (aliments, engrais exportés, céréales, chimie). Un terminal offshore est réalisé en 2005, et le port devient la plus grande plate-forme de réception et de stockage de produits chimiques de la façade atlantique.

En matière d'équipement, l'essentiel des investissements vise à améliorer la mobilité quotidienne des travailleurs français et espagnols vers les pôles d'emploi.

L'installation d'un pôle industriel à partir de l'établissement d'une grande entreprise européenne a constitué le catalyseur du renouveau du tissu économique local. La création d'organismes de promotion et d'action présents en Europe, aux États-Unis, et au Japon ont provoqué l'installation d'un grand nombre d'établissements. Leur localisation a largement profité aux bourgs du Labourd intérieur et de la Basse-Navarre. Pour accompagner ce développement, la côte s'est progressivement dotée d'un pôle tertiaire supérieur.

Les relations emploi/habitat/services s'améliorent jusqu'à 40 km de la côte. Dans cette dynamique, le Pays Basque a également profité de la décentralisation de nombreux services administratifs et bancaires.

L'agriculture traditionnelle s'efface progressivement tout en étant accompagnée de mesures sociales. Elle laisse place à une agriculture sélective et modernisée. Complémentairement, une agriculture moyenne se consolide par une réorganisation autour de coopératives et de syndicats, et par le développement de la pluri-activité des chefs d'exploitation.

La création d'une université autonome de plein exercice n'a pu avoir lieu, cependant le Pays Basque français a pu se doter d'une université plus indépendante, et d'un institut polytechnique de bonne envergure grâce à l'appui massif de sa population et de ses élus. Le projet s'inscrivant dans le cadre d'un réseau régional pour l'université, européen pour l'institut.

La consolidation de l'enseignement supérieur a permis de renouveler l'image du Pays Basque, d'impliquer les entreprises européennes dans la dynamique locale, de développer une recherche appropriée aux enjeux des entreprises internationales nouvellement implantées.